



Les finances cantonales se détériorent

ÉTAT DE FRIBOURG • Grâce aux prélèvements sur les provisions et aux mesures d'économies, le budget 2015 présente un petit bénéfice de 200 000 francs. Face aux sombres perspectives, de nouvelles mesures seront prises.

PATRICK PUGIN

L'Etat de Fribourg présente un budget 2015 équilibré. Il n'a pas le choix, la Constitution l'y contraint. Selon les chiffres dévoilés hier à la presse, l'exercice doit ainsi boucler sur un petit bénéfice de 200 000 francs sur un total des charges de près de 3,3 milliards de francs. Un équilibre qui n'aurait pu être atteint sans l'effet conjugué des mesures structurelles et d'économies (MSE) et du recours aux provisions.

Et les perspectives tracées par le plan financier ne sont pas des plus encourageantes: le déficit cumulé du compte de résultats, jusqu'en 2018, s'élève à près de 380 millions de francs. L'insuffisance de financement des investissements, pour la même période, atteint pour sa part plus de 700 millions de francs. Pour inquiétantes qu'elles soient, ces projections n'entament pas l'indécrottable optimisme de l'argentier cantonal, Georges Godel: «J'espère que les revenus fiscaux vont continuer d'augmenter!»

«Les finances du canton sont entrées dans une période de difficultés accrues»

GEORGES GODEL

C'est en effet la bonne nouvelle de ce budget: les recettes des impôts progressent de 34 millions de francs, à 1,2 milliard (+3%). Tant les personnes physiques que les personnes morales se portent bien: les pre-

mières rapportent 16,8 mio de plus (+2,1%), les secondes 15,5 mio (+11,8%). Démonstration, selon le directeur des Finances, que les problèmes du canton sont bien structurels, pas conjoncturels.

Ces rentrées supplémentaires ne suffisent cependant pas pour compenser le recul des contributions de la BNS et de la péréquation financière (RPT), qui s'élève à 49,8 millions. Heureusement pour lui, l'écuireuil fribourgeois avait amassé quelques noisettes durant les belles années. Une gestion prudente qui lui permet aujourd'hui d'amortir le choc: pas moins de 83,3 mio ont ainsi été puisés dans les fonds spéciaux et les provisions (66,8 mio au budget 2014). Un mouvement appelé à se poursuivre: selon les prévisions, 236 millions de francs supplémentaires y seront prélevés de 2016 à 2018.

Car, on l'a dit, les perspectives ne sont pas riantes. Selon la planification, le taux de croissance moyen des revenus pour la période 2015-2018 se montera à 1%. Celui des charges à 2,1%. Cette différence de 1,1% n'a l'air de rien, «mais c'est là que se creusent les déficits», explique le directeur des Finances.

L'enseignement servi

Les MSE ont permis de «juguler la progression des charges de personnel», se réjouit Georges Godel. Ces dernières n'ont progressé que de 11 millions, à 1,2 milliard (+0,9%). Et malgré les restrictions, près de 80 postes de

travail seront créés en 2015, dans l'enseignement essentiellement 64,88 équivalents plein-temps).

Boom démographique oblige, le secteur de l'enseignement continuera de recruter massivement ces prochaines années. Il avalera ainsi pas moins de 60% des 295 EPT dont la création est prévue d'ici 2018. A cet horizon, la masse salariale pèsera toujours 36,4% des charges totales de l'Etat, qui auront pour leur part progressé de 87,9 millions, à 1,27 milliard de francs (+7,4%).

Prestations assurées

Le budget présenté hier ne s'attaque pas aux prestations de l'Etat. «Aucune n'a été touchée», assure le ministre des Finances. Ce qui ne veut pas dire qu'aucune ne le sera jamais. Mais s'il faut tailler, ce ne sera pas n'importe où: «Nous maintiendrons les prestations prioritaires touchant à la santé, au social ou à la formation», précise Georges Godel. L'évolution des charges entre les budgets 2014 et 2015 confirme le propos: la prévoyance sociale gonfle de 17,5 mio (+2,6%), la santé de 6,6 mio (+1,9%) et la for-

mation de 6,7 mio (+0,6%). L'ordre et la sécurité publics seront également mieux dotés (+8,5 mio), tout comme le trafic (+7,1 mio). Pour compenser ces efforts, on a coupé dans l'administration générale (-1,2 mio), la protection de l'environnement (-1,3 mio),



l'économie publique (-4,4 mio) ou les finances et impôts (-2,1 mio).

Malgré l'austérité ambiante, le gouvernement entend poursuivre son programme d'investissements, que Laurent Yerly, le nouveau trésorier d'Etat, qualifie d'«ambitieux». Fribourg consacrera ainsi pas moins de 185,5 millions de francs à différents ouvrages et chantiers: Haute Ecole santé-social (7 mio), Université (12,2 mio), bâtiment du commandement de la police (10,6 mio), camp du Lac-Noir (18 mio), Collège du Sud (5 mio)... Sans oublier les travaux routiers (40,9 mio) et les différentes subventions attribuées aux améliorations foncières (18,2 mio) ou aux domaines de l'énergie (10,6 mio) ou des transports (7,7 mio).

«Une grave péjoration»

«Annoncée depuis le début de la législature, l'entrée des finances cantonales dans une période de difficultés accrues a trouvé confirmation à l'occasion de l'établissement de ce projet de budget et de l'actualisation du plan financier», conclut Georges Godel. Qui, tout optimiste qu'il soit, ne peut que constater la «grave péjoration de la situation». Situation sur laquelle pèsent encore, et lourdement, les incertitudes liées à la RPT, à la part au bénéfice de la BNS et à la réforme de l'imposition des entreprises.

Certitude: le recours aux provisions ne suffira pas à pallier l'inéluctable infléchissement des recettes. Raison pour laquelle le Conseil d'Etat va mettre en œuvre de nouvelles mesures d'économies (voir ci-dessous). Car la question d'une augmentation des impôts ne figure pas à l'ordre du jour. I

BUDGET 2015 – LES CHIFFRES CLÉS

Compte des résultats		
Revenus	3258,6 mio	(+1,1%)
Charges	3258,4 mio	(+1,2%)
Bénéfice prévu	0,2 mio	(B14: 0,5)
Impôts pers. physiques	833,2 mio	(+2,1%)
Impôts pers. morales	147,0 mio	(+11,8%)
Fiscalité globale	1194,7 mio	(+3,0%)
Masse salariale	1185,6 mio	(+0,9%)
Compte des investissements		
Recettes	46,3 mio	(-11%)
Dépenses	185,5 mio	(-5,9%)
Investissements nets	139,2 mio	(B14: 144,3)
Degré d'autofinancement	80,5%	(B14: 83,8%)
Insuffisance de financement	27,2 mio	(B14: 23,4 mio)

RÉSULTATS GLOBAUX

Chiffres en millions Source: Etat FR

	Budget 2015	Plan financier 2016	Plan financier 2017	Plan financier 2018	Cumul 2015-2018
Boni (+) / Déficit (-) du compte des résultats	+0,2	-92,4	-139,7	-146,9	-378,8
Investissements nets	-139,2	-209,2	-217,7	-176,9	-743,0
Insuffisance de financement	-27,2	-195,5	-252,3	-226,6	-701,6



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

WWW.FR.CH

N° de thème: 999.080

N° d'abonnement: 1088138

Page: 9

Surface: 96'555 mm²

La Liberté
1700 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 39'425
Parution: 6x/semaine

Thèmes cantonaux



Les apparences sont trompeuses: malgré les sourires de l'argentier Georges Godel (à gauche) et du trésorier d'Etat Laurent Yerly, les finances du canton ne sont pas au mieux. ALAIN WICHT

LES MESURES D'ÉCONOMIES

La nécessité de développer un programme de mesures structurelles et d'économies (MSE) se vérifie. Sans lui, le Conseil d'Etat aurait dû trouver 138 millions de francs supplémentaires pour atteindre l'équilibre. On imagine le casse-tête...

Face à la détérioration annoncée par le plan financier, le train des MSE n'est pas près de s'arrêter. Bien au contraire, l'Etat entend y accrocher de nouveaux wagons. D'abord celui des mesures touchant l'enseignement, sur lesquelles le gouvernement devrait se prononcer prochainement. Puis d'autres encore: «Vingt-cinq mesures sont en cours d'examen ou de préparation, dans la perspective d'une mise en œuvre à partir de 2016», rapporte le trésorier d'Etat Laurent Yerly. Parmi elles, on peut citer: la révision de la dotation en logopédistes; la réduction des coûts et de la dotation des écoles spécialisées; le réexamen des réductions de primes

d'assurance-maladie; le renforcement de l'investigation fiscale; la clarification des prestations hospitalières financées par le canton... Autant de mesures dont les incidences financières potentielles ne peuvent pas encore être estimées avec «suffisamment de précision».

Mais cela ne suffira pas. Et le Conseil d'Etat réfléchit déjà à d'autres MSE complémentaires. En vrac, cela va de l'examen détaillé du chiffrage des prestations d'intérêt général des réseaux hospitaliers à la limitation du nombre de nouveaux postes dans les institutions spécialisées, en passant par l'adaptation des limites donnant droit aux réductions de primes d'assurance-maladie. «Nous n'en sommes qu'au stade préliminaire», avertit Laurent Yerly. «Nous devons analyser l'impact de ces mesures sur les finances cantonales, et déterminer le délai dans lequel elles peuvent être introduites.» PP



DES RÉACTIONS CONTRASTÉES

: **Les réactions** au budget divergent selon qu'elles viennent de droite ou de gauche.

: **PDC** Le Parti démocrate-chrétien est «satisfait de ce résultat, qui a notamment été obtenu par une mobilisation des provisions et par une augmentation importante des taxes». S'il salue le maintien de l'effort en matière d'investissements, le parti se dit très inquiet de la situation financière à venir, «qui tend à s'empirer». Il considère donc qu'il faudra «mettre certainement l'accent sur de nouvelles mesures structurelles».

: **PLR** Le Parti libéral-radical fribourgeois demande que toutes les Directions de l'Etat réduisent leurs dépenses «sans attendre», pour «éviter un nouveau plan de mesures d'économie douloureux» ainsi qu'un transfert de nouvelles charges sur le dos des communes. Ce d'autant que les recettes

vont encore baisser, tant du côté de la péréquation financière que de la fiscalité des entreprises. Le PLR s'étonne que les mesures définitives touchant l'enseignement n'aient toujours pas été présentées. Quant au budget 2015, il le juge «trompeur» et «artificiel» puisque les prévisions tablent sur une «sensible amélioration» de la fiscalité et le recours «important» aux provisions.

: **SSP** Le Syndicat des services publics est «en colère». Il trouve «incompréhensible» le maintien des coupes salariales pour 2015, alors que le Conseil d'Etat s'était engagé à les renégocier chaque année. «Le gouvernement n'a pas tenu parole!» Le SSP souhaite une nouvelle mobilisation de la fonction publique. Il a proposé à la faïtière des associations du personnel de l'Etat d'organiser une «journée d'actions et de mobilisation». Il veut discuter d'un débrayage général. CAG